



Bulletin de

Directeur de Publication : M. Eric GRANATA

Commission Paritaire n° 10 15 S 07 969

Imprimé par nos soins

Prix : 1 €

l'Union Départementale CGT Savoie

Bimensuel

Bulletin n° 966 du

10 AVRIL 2014

EDITO

La CGT a participé vendredi 4 avril au SPED (Service Public de l'Emploi Départemental).

Nous avons assisté en "direct live" au numéro de lobbying du MEDEF auprès de l'Etat et de ses diverses administrations présentes (finances publiques, pôle emploi, direction, inspection académique...) et des collectivités locales (CG, missions locales jeunes...).

1^{ère} intervention du MEDEF: *"dans certaines de nos entreprises, nos offres d'emplois ne sont pas pourvus. Nous donnons souvent 20 coups de fil pour une réponse qui est souvent négative."*

2^{ème} intervention: *"Comment obliger ces assistés (les privés d'emplois NDLR) à accepter une offre d'emploi? Comment les pénaliser? Peut-on faire de la délation à Pôle Emploi?"*

3^{ème} intervention (on entendait qu'eux!) : *"peut-on ouvrir ces réunions ou nous passons plus de temps à débattre de l'emploi qu'à en créer, aux entrepreneurs (sic! toujours NDLR) pour être plus pratico-pratique?"*

A cela, la CGT répond :

- L'armée de réserve (les privés d'emplois) sont le fruit du Capital. Pour la CGT le plein emploi est une revendication atteignable (réponse à l'ensemble des besoins des populations, sauvegarde de l'environnement, développement des Services Publics...).

- Cette armée représente plus de 5 millions de personnes. Seule la moitié est indemnisée.

- Le dernier ANI (accord national interprofessionnel) sur l'assurance chômage a fait une nouvelle fois la part belle aux patrons: 800 millions de cadeaux supplémentaires.

- Les salariés de Pôle Emploi sont en sous effectif. Ils ne peuvent pas ainsi remplir l'ensemble de leurs missions.

- Oui, faisons participer les salariés à ces réunions. Ceux de Carbone Savoie, par exemple seront ravis de démontrer les ravages sur leur usine du Coût du Capital : investissements non faits, Plan de Suppression d'Emplois alors que la multinationale Rio Tinto augmente le taux de ses dividendes de 15%, baisse de la qualité du travail...

Revenons à l'actualité des syndicats CGT 73. Là aussi, nous

sommes en lutte contre les offensives du MEDEF. Rappelons-nous la lettre de Gattaz à l'ensemble des patrons français leur imposant de "n'accorder qu'1% d'Augmentation Générale des salaires dans leur entreprise."

Les salariés d'Alstom, de MGA, de Tivoly... le savent bien...ils sont en grève contre ce diktat patronal.

Pour terminer sur cette offensive du MEDEF pour dégager de plus en plus en profit au détriment de l'activité industrielle (cf la campagne CGT sur le Coût du Capital...AQVS), évoquons la situation des salariées de SPIREL à St Rémy de Maurienne. Lundi 7 avril, elles passaient devant le tribunal de commerce pour "prolonger leur durée de vie de 3 mois." L'UD, l'UL de Chambéry, des camarades de Transrol, du STAC, de l'hôpital de Chambéry étaient présents pour montrer leur solidarité.

La DS nous a confié que "l'ambiance entre collègue est plus que tendue, que beaucoup craquent..." Voilà aussi un exemple de plus de l'offensive du MEDEF. Un exemple de plus de la souffrance que le Capital crée.

Alors, réagissons. Tous ensemble, **le 1er mai reprenons les rues de Chambéry, de St Jean de Maurienne, d'Ugine.**

Ils ne sont que 1%. Nous sommes 99%.

Eric Granata

SOMMAIRE

Page 1	EDITO
Page 2 à 5	LA VIE DES SYNDICATS
Page 6	CAMPAGNE COUT DU CAPITAL
Page 7	SECURITE SOCIALE
Page 8	PACTE DE RESPONSABILITE : BRADERIE DE LA BRANCHE FAMILLE
Page 9-10	MOBILISONS NOUS CONTRE L'ANI
Page 11	LE PATRONAT ENTENDU ET SERVI
Page 12	INTERVENTION DE T. LEPAON
ENCART	FETE INTER CE 17 MAI

La vie des syndicats et de l'UD

MSSA - Pomblières Elections

L'usine de Pomblières (300 salariés) appartient actuellement à un groupe japonais. On y fabrique dans des cellules sous vide, par électrolyse du sel, le sodium et le chlore.

Seule usine en Europe, elle exporte son sodium de très haute qualité dans le monde entier. Depuis peu, elle s'est lancée dans la fabrication du lithium à partir du sel de lithium, pour répondre à 30 % de la demande mondiale pour le secteur des batteries de voitures électriques et autres. Les élections professionnelles viennent d'avoir lieu au mois de mars. La CGT en sommeil depuis quatre ans, vient de se remettre en mouvement (avec tout l'apport de l'UL de Moûtiers) et remporte cette élection. Une nouvelle équipe jeune se voit attribuer au 1er tour :

Pour le Comité d'entreprise, la CGT emporte :

Les 4 sièges à pourvoir, titulaires et suppléants, dans le collège « ouvriers/employés ».

Le siège titulaire et suppléant, dans le collège agents de « maîtrise et technique »

Le siège « ingénieurs et cadres » revenant à la CGC.

Pour les délégués du personnel, la CGT emporte :

Les 5 sièges, titulaires et suppléants, à pourvoir dans le collège « ouvriers employés ».

La CFDT prend les sièges « agent de maîtrise » (titulaire et suppléant)

La CGC prend le siège « ingénieur et cadres » (titulaire et suppléant)

Bon vent à toute la nouvelle équipe !

TIVOLY suite mais pas fin

Après une nouvelle consultation des salariés et une nouvelle A.G. de syndiqués, le 2 avril, un nouvel appel a été lancé pour 2 H de grève sur les 4 vendredis du mois d'avril.

A la fin mars, ils en étaient au 8^{ème} vendredi à 2 h de grève.

Seuls les salariés du site de production sont restés unis dans la lutte (85 % des salariés de la production).

Aucun samedi n'a été travaillé en heure supplémentaire. Le président du conseil de surveillance, Jean-Michel TIVOLY (ex président du MEDEF Savoie) est intervenu personnellement pour « casser » ce mouvement en menaçant de les « lâcher »

Les salariés eux, avec la CGT, ne lâchent rien !

Grève Reconductible à MGA



En grève pour les salaires, débutée le 2 avril.

Les équipes du matin, d'après-midi, de nuit, font 2 H de

grève chaque jour en milieu de leur poste.

Grève suivie à 95 % par les salariés de la production. Ils ont manifesté bruyamment dans la zone d'Alpespace (bien trop tranquille) qui n'avait jamais vu ça !



GREVE CHEZ ALSTOM

suite

En grève à nouveau pour leur salaire (CGT-FO-CFDT- la CGC ayant lâché le mouvement).
Grève le 27 mars, avec diffusion de tracts aux feux tricolores à Aix les Bains le matin. L'après-midi, **140 salariés manifestaient dans les ateliers avec musique et drapeaux !**

Grève le 1^{er} avril avec manifestation dans les rues d'Aix Les Bains.

Que dit la CGT d'Alstom ?

Que le problème c'est le coût du capital, chiffres à l'appui :

Quelles rémunérations pour les dirigeants ?

Pour le PDG, le montant des rémunérations, des options conditionnelles et des actions de performances, au 31 mars, c'est **3 328 794 €.**

Pour le « Comité exécutif » le montant total des rémunérations de ses membres (hors le PDG) est de **5 377 000 €.**

Soit un salaire moyen annuel de **768 0000 €.**

Montant auquel s'ajoutent des dispositions de retraite supplémentaire pour un montant de **3 871 000 €.**

Pour le « conseil d'administration », pour la tenue de 6 réunions dans l'année 2012/2013, les administrateurs ont perçu les indemnités (*jetons de présence*) d'un montant total cumulé de **773 000 €.**

Tous les administrateurs siègent ainsi dans 5 à 15 autres sociétés où ils occupent des fonctions de dirigeants ou d'administrateurs. Ils cumulent donc des revenus considérables. (*tous ces chiffres sont consultables sur le site internet du groupe Alstom*).

Comme l'écrit la CGT d'Alstom : « *la finance a fait la preuve de son incompétence, place à l'industrie. Nous ne sommes pas responsables de la gestion désastreuse de nos dirigeants, nous ne payerons pas la facture* ».

« Nous exigeons des augmentations de salaires dignes de notre travail »!



Libertés syndicales !

Rassemblement solidaire devant le Palais de Justice à Chambéry Jeudi 17 avril à 14 h

Après les différents reports, le procès en appel de nos camarades Jean-Paul Larrière (ex secrétaire général de l'UD 74) et de Luc Sinkiewick (son adjoint), se tiendra le 17 avril.

Soyons nombreux devant la Cour d'Appel, montrons leur notre solidarité : quand on s'en prend à un camarade de la CGT, c'est toute la CGT qui doit répondre présent !

Rencontre du 3 avril entre le Conseil Général et l'UD, la CGT ADMR et la CGT Arche en Ciel

NOUS AVONS demandé à être reçu pour aborder la situation de leur association d'aides à domicile.

Les salariés ont abordé « les pertes de salaires subies, le développement de la précarité et maintenant les menaces sur notre avenir qui nuisent à la qualité de notre travail »

A l'issue de l'entretien, nous retenons les points suivants évoqués avec la conseillère générale qui a reçu la délégation :

- ➔ Réaffirmation par le Conseil Général que l'aide à domicile ne tombera pas dans le privé lucratif.
- ➔ Le Conseil Général a besoin d'associations pérennes et fortes pour assurer cette délégation de services publics
- ➔ Le Conseil Général mettra tout en œuvre pour assurer la continuité de services pour les usagers et pour les personnels
- ➔ Le CG a apprécié la mise en avant par la délégation reçue de leur respect et même

l'amour porté à leur métier. Le CG a souligné aussi que la situation d'Arche en Ciel a pu être traitée en amont par la mobilisation des salariés, par la demande de FRAU (fond régional d'aide d'urgence). Nous avons répondu, avec humour que "c'est normal avec un syndicat CGT...de là à dire que le CG apprécie la CGT..."

Pour terminer cet article, rappelons que la CGT propose l'intégration des TISF (technicienne d'intervention soutien famille) dans la partie action sociale du CG, un véritable Service Public de l'aide à domicile avec un statut de haut niveau pour les salariés.

L'UD va prochainement réunir tous les acteurs CGT de ce sujet pour construire un projet savoyard.

En attendant les salariés de l'action sociale ont rendez-vous le 15 mai à Lyon pour les assises CGT de l'action sociale.



Quelques chiffres clés

- 1 000 milliards d'euros d'évasion fiscale dans les pays de l'Union européenne par an.
- 514 milliards d'euros de déficit dans les pays de l'union européenne en 2012.
- 60 à 1000 milliards d'euros de manque à gagner en Europe à cause de la fraude à la TVA intracommunautaire.
- 80 milliards d'euros de fraude fiscale en France chaque année.
- 32 milliards d'euros de fraude à la TVA intracommunautaire.
- 50 milliards d'euros d'évasion fiscale en France.
- 1,9 milliard d'euros d'admission en non valeur.
- 1,8 million d'entreprises sont soumises à l'impôt sur les sociétés.
- 3,6 millions d'entreprises en France hors agriculture.
- 1,1 million d'artisans en France.
- 197 052 contrôles fiscaux sur pièces des professionnels en 2012.
- 47 633 contrôles fiscaux approfondis dans les entreprises en 2012.

Et dans le même temps, une étude nous montre que les français ne sont jamais aussi peu partis en vacances en 15 ans.

Deux millions et demi de français ont renoncé à s'offrir des vacances ou des courts séjours payants en 2013 et seuls 41 % sont partis, ce qui constitue une baisse de 4 points sur un an.

Depuis 2010, c'est 3,5 millions de français qui ont renoncé à partir, même pour une seule nuit, en hébergement payant, selon Protourisme.

Plus d'un million de français ont renoncé au cours de l'année 2013 à prendre des vacances qu'ils envisageaient en janvier 2013.



Le chômage ou la peur du chômage, comme l'augmentation des charges contraintes et la baisse du pouvoir d'achat des retraités, qui depuis 10 ans étaient un moteur essentiel du tourisme, ont pesé. La sécurité de l'emploi a un impact direct.

Plus que jamais, la bataille pour les salaires est décisive !

